

ÉCONOMIE | LANNION-TRÉGOR COMMUNAUTÉ

PREMIER SEMESTRE 2026 :

UN ÉQUILIBRE FRAGILE DANS LE TRÉGOR

#8 I Novembre 2026 **OBSERVATOIRE I** Note de conjoncture



Crédit : Tréguier - Alexandre Lamoureux

Chiffres clés à la fin du 1er semestre 2026

(Évolution par rapport au 1er semestre 2025)

55 salariés privés en plus
+0,3 % en un an
(+0,2 % en Bretagne)
Source : Urssaf

En hausse :
- Industrie hors agroalimentaire
- BTP

En baisse :
- Hôtellerie - restauration
- Autres services

34 procédures collectives
(stable en un an)
Source : Capfinancials

les + les − les =

6,7 % de taux de chômage
au 4e trimestre 2025
dans la zone d'emploi de Lannion ;
+0,4 point en un an
(6,8 % en Bretagne)
Source : Insee

6 855 demandeurs d'emploi
dans les catégories A, B et C
Source : Dreets Bretagne

Après plusieurs semestres en demi-teinte, l'économie de Lannion-Trégor Communauté (LTC) affiche au premier semestre 2026 de nouveau des signes de fébrilité, bien que nuancés par la stabilisation de l'emploi salarié privé et un niveau record d'autorisations de logements.

Le marché du travail montre de réels signes de crispation avec une hausse continue du chômage et de la demande d'emploi. Les défaillances d'entreprises se maintiennent à un niveau élevé, pénalisant particulièrement l'hôtellerie-restauration, le commerce de proximité et le BTP.

L'accélération de l'inflation pèse à nouveau sur les budgets des foyers et des entreprises, avec par exemple une une hausse observée des dossiers de surendettement.

Cette situation locale trouve écho dans un environnement macroéconomique national et international plus que complexe, marqué par des incertitudes et tensions géopolitiques persistantes, des pressions sur les prix de l'énergie et une croissance française atone, qui incitent durablement les ménages et acteurs économiques à la prudence.

ADEUPa BREST • BRETAGNE

Activité économique

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE RÉSILIENCE MONDIALE QUI SE CONFIRME, MAIS UNE FRANCE À CONTRE-COURANT

Comme l'année précédente, 2026 s'inscrit dans un environnement international marqué par le cumul des crises : conflits armés, dont la guerre au Moyen-Orient, tensions commerciales, aléas climatiques et énergétiques. L'activité mondiale fait pourtant preuve de résilience, soutenue par les investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA). Dans ses perspectives d'octobre dernier, le FMI relève ainsi légèrement sa prévision de croissance mondiale pour 2026 (3,1 %) et celle de la zone euro (+1,1 %).

Le FMI souligne toutefois que les marges d'ajustement qui ont soutenu cette résilience sont limitées. Une escalade des conflits, une réévaluation des attentes liées à l'IA, un regain des tensions commerciales ou des vulnérabilités budgétaires pourraient freiner la croissance, alors que les prix de l'énergie restent élevés et que l'inflation repart à la hausse.

La France fait exception, avec une croissance attendue à 0,4 % en 2026 et 0,7 % en 2027 (révisée de 0,2 point à la baisse), s'expliquant par des impacts climatiques estivaux majeurs ainsi qu'une forte incertitude politique et budgétaire.

Après trois semestres consécutifs de baisse, l'emploi salarié privé se stabilise au premier semestre 2026 à Lannion-Trégor Communauté.



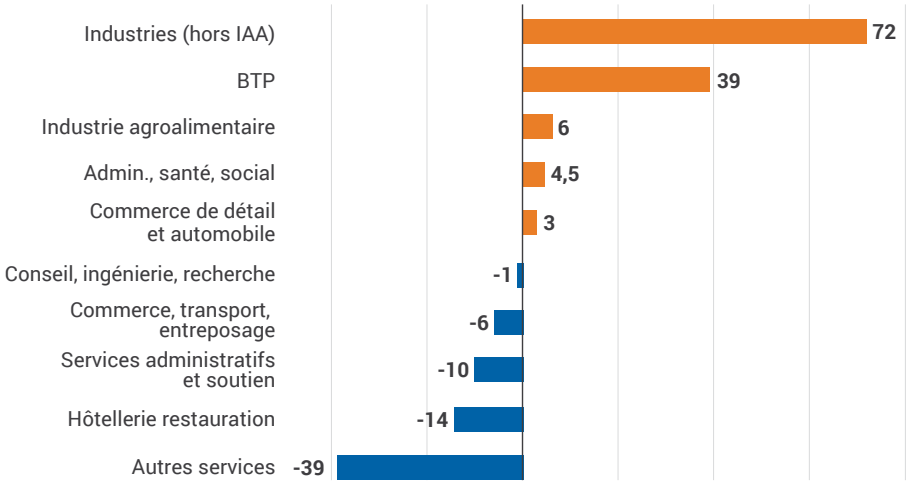
Stabilisation de l'emploi salarié privé dans un contexte peu porteur

Après trois semestres consécutifs de baisse, l'emploi salarié privé se stabilise au premier semestre 2026 à Lannion-Trégor Communauté. Cette évolution est comparable à celle observée à l'échelle régionale, dans un contexte où l'emploi recule dans une majorité de départements français.

Au total, 55 emplois salariés privés supplémentaires sont décomptés, soit une progression mesurée mais positive de 0,3 % contre +0,2 % en Bretagne. Le contexte économique demeure peu favorable depuis plusieurs trimestres. Si la Bretagne avait jusqu'à présent relativement préservé son dynamisme économique, hérité notamment de la période de reprise post-crise sanitaire, les premiers signes de ralentissement semblent désormais également perceptibles.

D'un point de vue sectoriel, les évolutions apparaissent contrastées. C'est dans l'industrie (hors agroalimentaire) que les créations d'emplois sont les plus nombreuses (+72 emplois), devant la construction (+39 emplois). Concernant l'industrie, cette dynamique peut être rapprochée des projets de recrutement annoncés dans les secteurs des nouvelles technologies, des télécommunications et de la photonique. À titre d'exemple, Exail a communiqué sur des recrutements liés à l'extension de son outil industriel, dans un contexte de forte activité de la filière défense. D'autres projets et annonces de recrutement sont également formulés par Lumibird (lasers et photonique), Exfo (photonique), Ekinops (réseau et cybersécurité) et Orange Innovation (télécommunications). Chacune de ces entreprises fait partie des principaux employeurs du territoire et se situe au cœur de l'activité industrielle et technologique de l'écosystème lannionnais.

Figure 1 – Évolution de l'emploi salarié privé par secteur à Lannion-Trégor Communauté entre les 1ers semestres 2025 et 2026



Source : Acoss-Urssaf - Traitement Adeupa

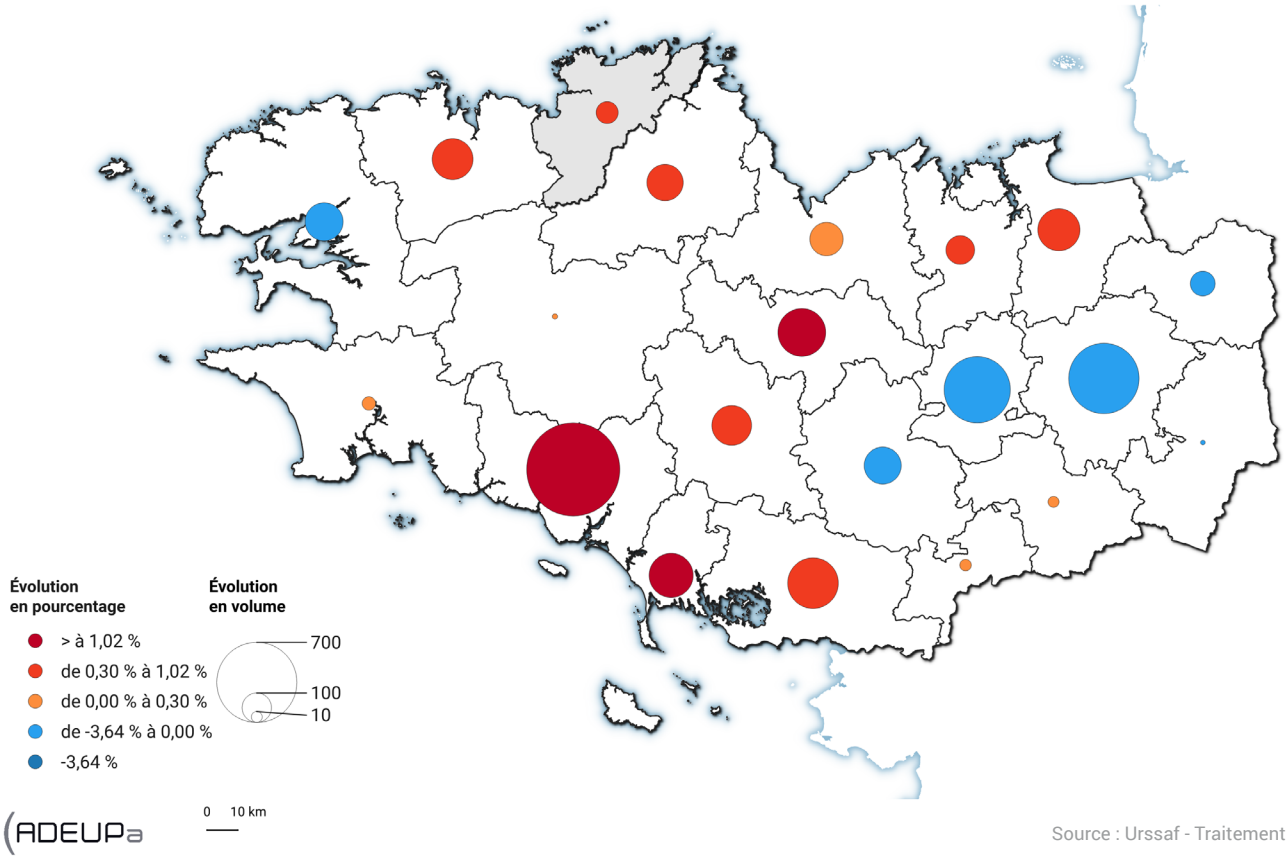
À l'inverse, les secteurs des autres services (-39 emplois), de l'hôtellerie-restauration (-14 emplois) et des services administratifs et de soutien (-10 emplois) enregistrent des reculs d'effectifs (cf. défaillances d'entreprises).

Les autres services regroupent notamment les activités de coiffure, les instituts de beauté, les pressings, les services funéraires, les associations ou encore les activités de réparation. La baisse de l'emploi pourrait traduire un contexte de consommation plus contraint, les ménages ayant tendance à arbitrer davantage leurs dépenses en faveur des postes considérés comme essentiels.

Les services administratifs et de soutien regroupent, quant à eux, des activités telles que l'intérim, le nettoyage, la sécurité privée, les centres d'appels ou encore la location de matériel. Le recul observé peut refléter les ajustements opérés par les entreprises dans leurs dépenses externes, ces prestations constituant souvent une variable d'ajustement en période d'incertitude économique.



Figure 2 – Variation de l'emploi salarié privé dans le pays de Lannion-Trégor Communauté entre les 2es trimestres 2025 et 2026



Source : Urssaf - Traitement : Adeupa

Saison touristique 2026 dans le Trégor : une météo exceptionnelle qui ne profite pas pleinement à la fréquentation de la Côte de Granit rose

L'activité touristique constitue un moteur de l'économie trégoroise, portée principalement par l'attractivité de la Côte de Granit rose. Entre le 1er janvier et le 31 août 2026, Lannion-Trégor Communauté (LTC) a enregistré un total de 5,2 millions de nuitées, marquant un léger recul de 1,1 % par rapport à la même période l'année précédente.

Ce retrait peut paraître paradoxal au vu du fort ensoleillement enregistré dans les Côtes-d'Armor en avant-saison et durant l'été. Ces conditions météorologiques laissaient en effet présager un afflux massif de visiteurs en provenance du sud de la France ou de l'étranger, à la recherche d'un littoral plus tempéré. Si cette tendance s'est bel et bien vérifiée en plein cœur de la saison estivale, l'évolution générale de la fréquentation s'explique principalement par une avant-saison plus nuancée, ainsi que par la baisse du pouvoir d'achat et les arbitrages financiers des ménages.

Figure 3 – Nombre de nuitées touristiques dans Lannion-Trégor Communauté en 2026

Mois	Nombre de nuitées	Évolution sur un an
Janvier	144 623	-3,9 %
Février	186 070	-7,4 %
Mars	197 724	+2,1 %
Avril	486 648	-11,3 %
Mai	558 972	-2,2 %
Juin	641 508	-1,1 %
Juillet	1 350 986	+2,7 %
Août	1 595 509	+0,2 %

Le début d'année s'inscrit d'abord dans une dynamique baissière, avant une reprise ponctuelle observée au mois de mars. Le printemps a ensuite été fortement conditionné par le calendrier des vacances et des jours fériés. Malgré une forte concentration de nuitées durant la semaine du 13 au 21 avril, qui correspondait à une période de vacances scolaires commune aux académies bretonnes et franciliennes, et le week-end de Pâques, le mois d'avril subit un recul marqué.

Cette tendance s'est poursuivie en mai, un mois qui pâtit de la comparaison avec l'année 2025 où le calendrier des ponts avait été particulièrement favorable. En 2026, les week-ends prolongés de l'Ascension et de la Pentecôte ont ainsi enregistré les écarts négatifs les plus significatifs de la période. La fréquentation touristique en juin se maintient, soutenue par les retombées de la Pentecôte et par l'arrivée de températures estivales et des premières vagues de chaleur.

La haute saison tire, quant à elle, son épingle du jeu. Juillet enregistre une hausse de 2,7 %, constituant l'une des rares progressions mensuelles de l'année. Enfin, le mois d'août comptabilise près de 1,6 million de nuitées, un niveau stable et très élevé.

L'évolution générale de la fréquentation s'explique principalement par une avant-saison plus nuancée.



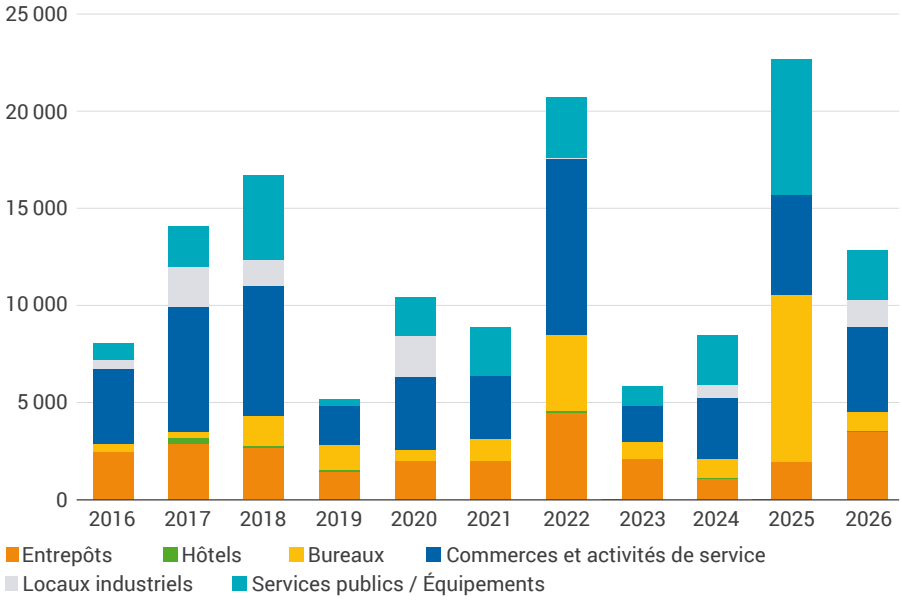
Crédit : Perros-Guirec - Emmanuel Berthier

Immobilier d'entreprise : un début d'année 2026 en fort recul dans le Trégor

Au premier semestre 2026, 12 825 m² de locaux professionnels ont été autorisés dans Lannion-Trégor Communauté. Ce volume s'inscrit en fort recul en un an (-44 %). Ce repli est toutefois à relativiser car le premier semestre 2025 avait enregistré un volume record, porté par un nombre important d'autorisations en matière de bureaux et d'équipements publics. Le niveau du premier semestre 2026 se situe d'ailleurs dans la moyenne des 10 dernières années.

Par rapport au 1er semestre 2025, le recul est particulièrement marqué pour les bureaux (-88 %) et les équipements publics (-64 %). Les locaux commerciaux et d'activités de services marquent également le pas (-14 %). Inversement, les entrepôts sont concernés par une forte progression des volumes d'autorisations (+80 %), avec plusieurs projets importants. C'est le cas par exemple de celui porté par SPLM 22, route de Lannion, à Pleumeur-Bodou. Cet investissement sera composé d'un espace visant à accueillir plusieurs entreprises, notamment dans le secteur des travaux publics, et s'articule autour de la construction d'un bâtiment d'activités composé de 7 cellules d'entrepôts et d'aires de levage d'engins. Citons également le projet porté par Lachiver Bâtiment, rue de Keringant, à Saint-Quay-Perros, d'une superficie de 1 300 m² en usage mixte, dédié à la fois à une activité commerciale ainsi qu'à un espace d'entreposage.

Figure 4 – Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 1er semestre à Lannion-Trégor Communauté



Source : SDES Sit@del

Principaux permis autorisés au cours du 1er semestre 2026 (surface autorisée > 500 m²) :

- **Dépositaire anonyme, rue Louis de Broglie, Lannion,** 2 012 m² (services publics / équipements)
- **SPLM 22, route de Lannion, Pleumeur-Bodou,** 1 300 m² (entrepôt)
- **Lachiver Bâtiment, rue de Keringant, Saint-Quay-Perros,** 1 209 m² (mixte commerce et entrepôt)
- **JMC-Architectures, rue Lucien Vidie, Lannion,** 1 097 m² (industrie)
- **Dépositaire anonyme, rue Charles Bourseul, Lannion,** 592 m² (entrepôt)

Le recul des autorisations de locaux d'activité au premier semestre 2026 est à relativiser, car un niveau record avait été atteint à la même période en 2025.



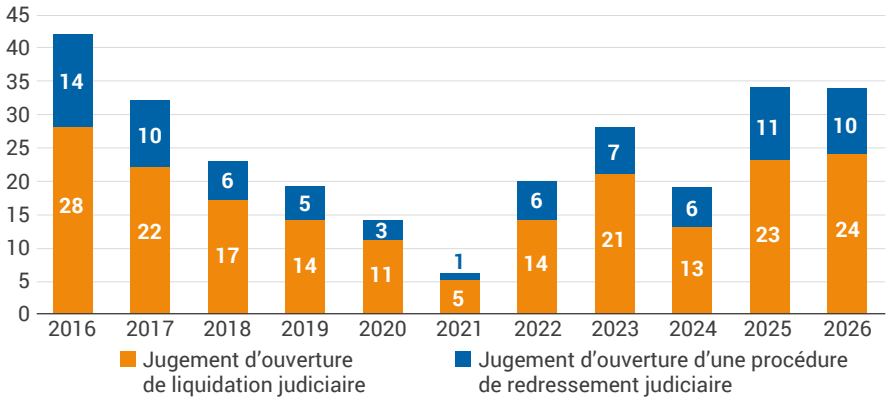
Des défaillances d'entreprises stables malgré une détérioration du contexte national

34 défaillances d'entreprises sont recensées dans Lannion-Trégor Communauté au cours du premier semestre 2026. Ce volume est stable sur un an. Si la croissance des procédures collectives de 2022 à 2024 était imputable à une forme de rattrapage à la suite de la crise sanitaire, le niveau de défaillance observé au cours de l'année 2025 et début 2026 s'inscrit dans un contexte économique qui s'est durcit pour les entreprises. Les procédures sont, à nouveau, portées majoritairement par les liquidations judiciaires.

D'un point de vue sectoriel, plusieurs secteurs clés de l'économie locale semblent fragilisés. L'hôtellerie-restauration apparaît particulièrement exposée, avec de nombreuses défaillances dans la restauration traditionnelle, les débits de boissons et les métiers de bouche ; ces activités subissent la hausse des coûts d'exploitation et une consommation des ménages plus contrainte. C'est le cas par exemple du secteur de la boulangerie, frappé par la liquidation des points de vente des Saveurs Dorées, à Kermaria-Sulard, Louannec et Penvénan. Citons également l'emblématique café-restaurant Les Triagoz à Trégastel, en plein cœur de la Côte de Granit rose, placé en liquidation judiciaire au début de l'année. Enfin, il est à souligner la liquidation courant octobre du constructeur de suites hotellières flottantes Anthénea à Lannion. Positionnée dans l'hôtellerie de luxe, l'entreprise comptait 14 salariés dans le quartier de Ker Huel.

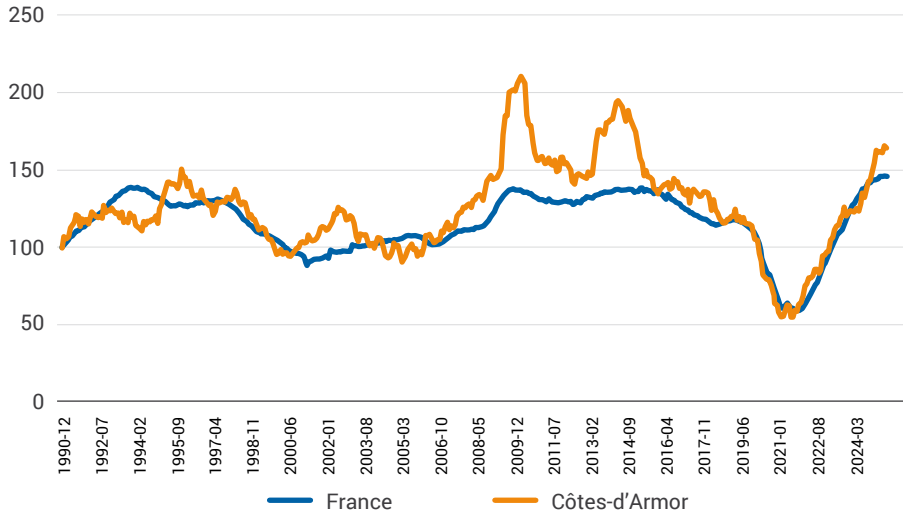
Le bâtiment et l'immobilier sont également mis en difficulté, dont les entreprises de travaux, les marchands de biens et les activités immobilières, dans un contexte de ralentissement durable de ce marché. Enfin, le commerce de proximité demeure lui aussi affecté, notamment dans l'équipement de la personne et de la maison, tout comme le secteur de l'agriculture, de l'élevage et des activités liées aux ressources naturelles (aquaculture et exploitation forestière).

Figure 5 – Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement au 1er semestre à Lannion-Trégor Communauté



Source : CapFi - Traitement : Adeupa

Figure 6 – Défaillances d'entreprises sur 12 mois en Côtes-d'Armor par rapport au niveau français sur une base 100



Source : Webstats - Banque de France

Dans l'ensemble, la dispersion sectorielle des procédures collectives traduit une diffusion des difficultés économiques, touchant à la fois les activités présentielles, les services de proximité et les secteurs productifs.

À l'échelle départementale, les défaillances d'entreprises enregistrées sur 12 mois ont reculé de près de 10 % en un an. A contrario, la progression se poursuit à l'échelle nationale (de l'ordre de +5 %). La conjoncture économique française continuant de s'enliser, les fragilités des entreprises pourraient s'accentuer dans les mois à venir y compris aux échelles locales.



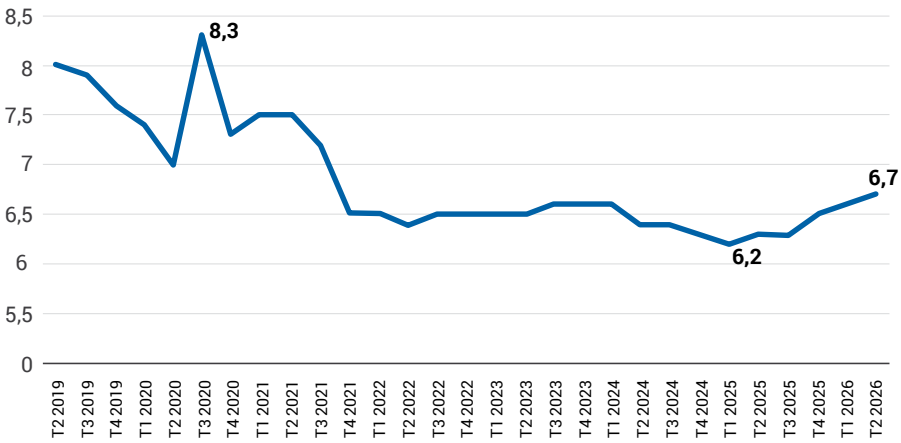
Après le rattrapage post-crise sanitaire de 2022 à 2024, la hausse des procédures collectives observée en 2025 et début 2026 reflète la dégradation du contexte économique.

Marché de l'emploi

Une hausse du chômage contenue face à la tendance régionale

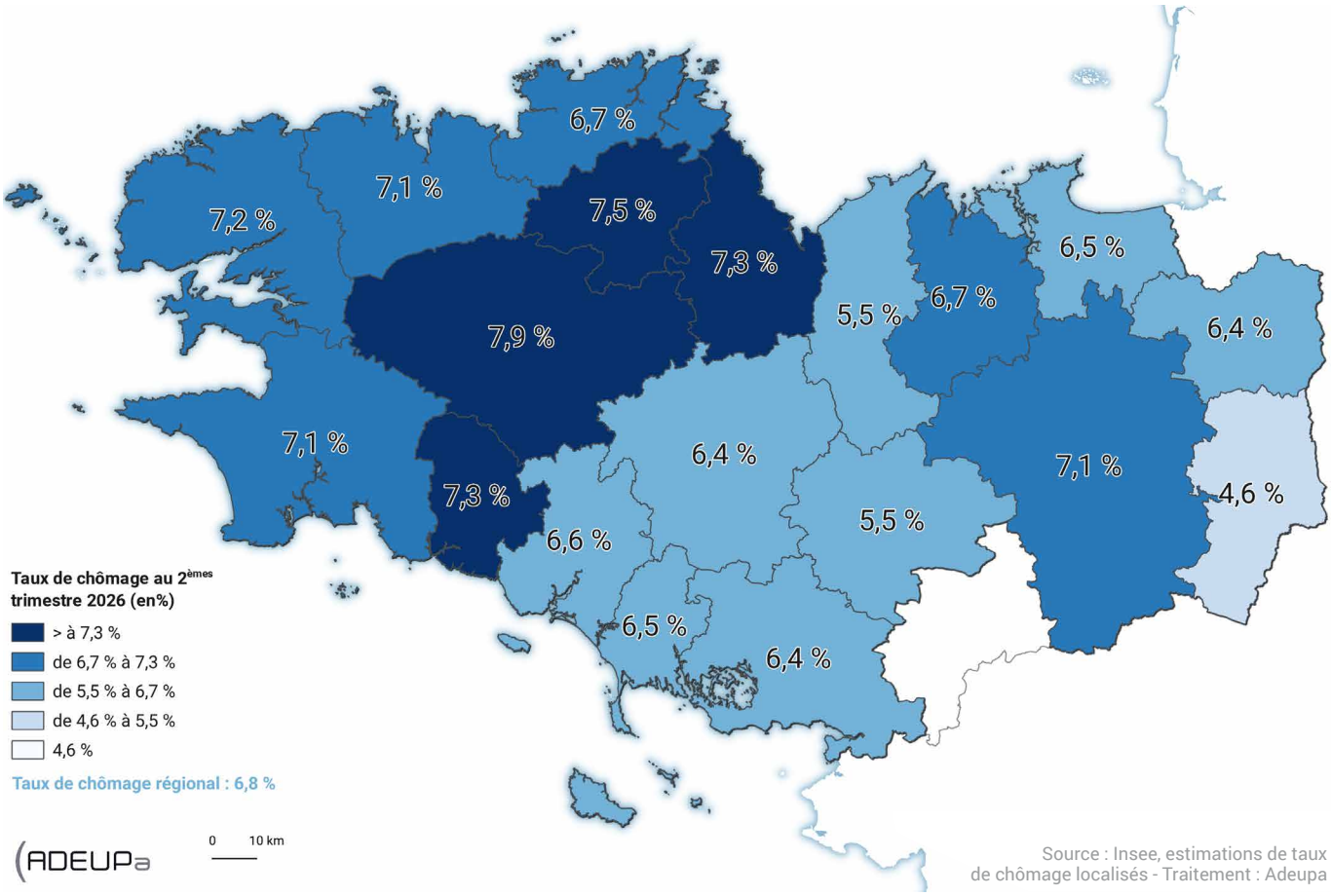
Au second trimestre 2026, le taux de chômage de la zone d'emploi de Lannion s'établit à 6,7 % de la population active. Il progresse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,4 point sur un an. Il s'agit pour le territoire lannionnais du cinquième trimestre consécutif de hausse du chômage, bien que 0,9 point en deçà de son niveau constaté avant la crise sanitaire, au quatrième trimestre 2019.

Figure 7 – Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lannion entre le 4e trimestre 2019 et le 2e trimestre 2026



Source : Insee - Traitement : Adeupa

Figure 8 – Taux de chômage par zone d'emploi au 2e trimestre 2026



Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés - Traitement : Adeupa

Le taux de chômage dans le Trégor s'établit à un niveau proche du niveau régional (6,8%). En évolution, la hausse du chômage en Bretagne reste cependant plus modérée qu'en France, où le taux de chômage s'établit à 8,3 % de la population active (+0,8 point en un an). La Bretagne demeure par ailleurs, la région de France la plus épargnée aux côtés des Pays de La Loire.

À l'échelle régionale, la hausse du taux de chômage concerne l'ensemble des zones d'emploi bretonnes sur un an. Cette dégradation est particulièrement marquée dans le Finistère, à l'image de Brest et Quimper (+0,9 point) ou Quimperlé (+1 point), le bassin de Vannes (+0,9 point) et l'est de l'Ille-et-Vilaine à Fougères (+1 point). À l'opposé, les bassins d'emploi de Lannion et Lorient affichent une meilleure résilience avec des augmentations plus faibles (+0,4 point).



Crédit : Tréguier - Alexandre Lamoureux

Des signaux de crispation sur le marché de l'emploi

Pour le troisième semestre consécutif, Lannion-Trégor Communauté fait face à une dégradation de la situation des demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C (+1 %). Cette tendance alimente la hausse concomitante du taux de chômage, malgré une relative stabilité de l'emploi salarié privé, et un recul de la demande d'emploi de catégorie A (-2,3 %).

L'augmentation de la demande d'emploi de catégorie A, B et C et le recul en parallèle de la catégorie A sont des phénomènes fréquents et pas nécessairement contradictoires. Cela peut traduire une reprise d'activité des inscrits mais peut aussi s'expliquer par la modification de périmètre dans le cadre de la mise en place de la loi plein emploi (cf. encadré). Toutefois, cette reprise s'effectue pour certaines personnes principalement sous forme d'activité réduite, sans sortie durable du chômage. Elle révèle une montée de l'emploi précaire ou intermittent, plutôt qu'une amélioration franche de la situation de l'emploi.

Au sein de la demande d'emploi A, B et C, toutes les catégories sont orientées à la hausse, bien que dans des proportions différentes. Les jeunes de moins de 25 ans sont en forte progression sur un an (+13,2 %), de même que les travailleurs handicapés (+11,3 %) ou les inscrits depuis plus d'un an (+6,2 %). Les femmes (+1,5 %) ou les seniors de plus de 50 ans (+0,5 %), évoluent moins rapidement.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans Lannion-Trégor Communauté :

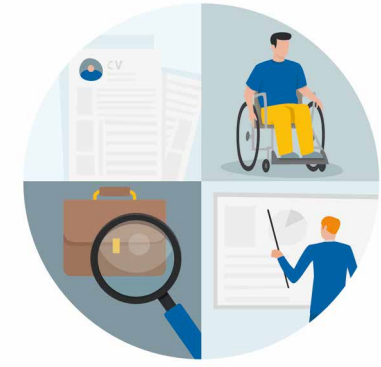
2 851 demandeurs d'emploi de catégorie A

6 855 demandeurs d'emploi de catégories ABC

Demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils :

Les femmes : 1 277 (45 % de la demande totale)
Les jeunes de moins de 25 ans : 415 (17 %)
Les travailleurs handicapés : 465 (16 %)
Les inscrits depuis plus d'1 an : 1 085 (38 %)
Les seniors de 50 ans et plus : 950 (33 %)

Source : DARES - France Travail, STMT - Traitement : Dreets Bretagne



AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI

Depuis janvier 2025, le champ d'inscription à France Travail s'est élargi avec l'intégration systématique de nouveaux publics, tels que les bénéficiaires du RSA, les jeunes suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap accompagnées par Cap Emploi. Cette refonte a entraîné la création de catégories spécifiques, comme la catégorie F dédiée à l'insertion sociale ou la catégorie G pour les bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. D'autre part, elle s'est accompagnée d'ajustements réglementaires successifs, qu'il s'agisse des règles d'actualisation au premier semestre 2025 ou de l'évolution du régime de sanctions en juin 2025. Ces modifications techniques et administratives créent des effets de rupture et de périmètre qui impactent la lisibilité des statistiques de la demande d'emploi. Par conséquent, l'évaluation de la dynamique conjoncturelle du marché du travail doit être réalisée avec précaution : l'arrivée progressive de ces nouveaux inscrits et la modification des règles administratives engendrent des dynamiques en partie artificielles des effectifs au cours de l'année 2025 et début 2026.

Ménages

En France, en octobre 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement, selon l'Insee. En s'établissant à 80, l'indicateur synthétique baisse de 5 points et atteint son niveau le plus bas depuis juin 2013. Sa dégradation continue tout au long de la première partie de l'année est également un signal fort, l'indicateur étant évalué à 92 en février. Il reste ainsi durablement sous sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025).

Parallèlement, l'indicateur synthétique de climat de l'épargne se dégrade à 118. S'il maintient un solde nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, celui-ci perd deux points sur un mois..

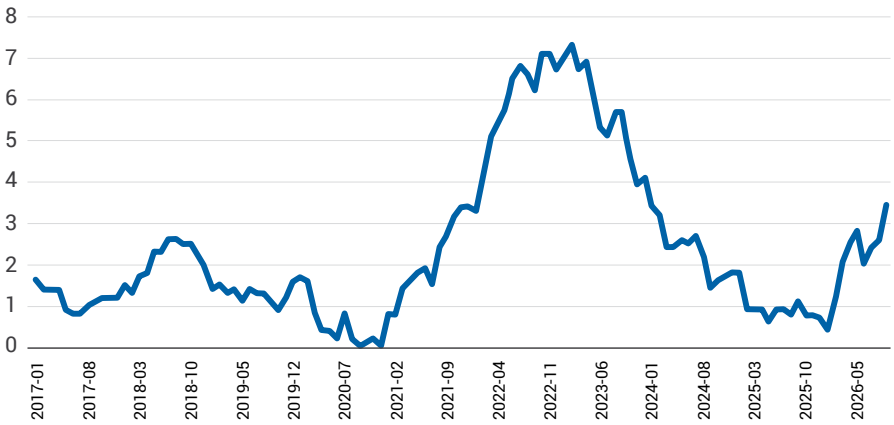
Cette trajectoire s'explique principalement par le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran en février 2026. Ce nouveau conflit armé au Moyen-Orient est venu engendrer une envolée du prix de l'énergie (+20 % en un an) du fait du blocage du détroit d'Ormuz, dont les répercussions sont visibles en France. De la même manière qu'en 2022, cette poussée du prix de l'énergie fait craindre le retour d'une trajectoire inflationniste généralisée et durable à haut niveau.

Les finances des ménages sur le fil du rasoir

Alors que la santé financière des ménages s'était plutôt stabilisée en 2025, des relents inflationnistes marquent le 1er semestre 2026. Cette tension, de plus en plus palpable sur les prix, accentue les situations de pauvreté et élargit le spectre des ménages vulnérables. À l'échelle nationale, plus de 7 % de la population se trouve en situation de pauvreté continue, soit 3 points de plus qu'au début des années 2010. Localement, le volume de dossiers de surendettement a augmenté de +10 % au 1er semestre 2026, ce qui correspond à une cinquantaine de dépôts supplémentaires effectués par les ménages costarmoricains auprès de la Banque de France.

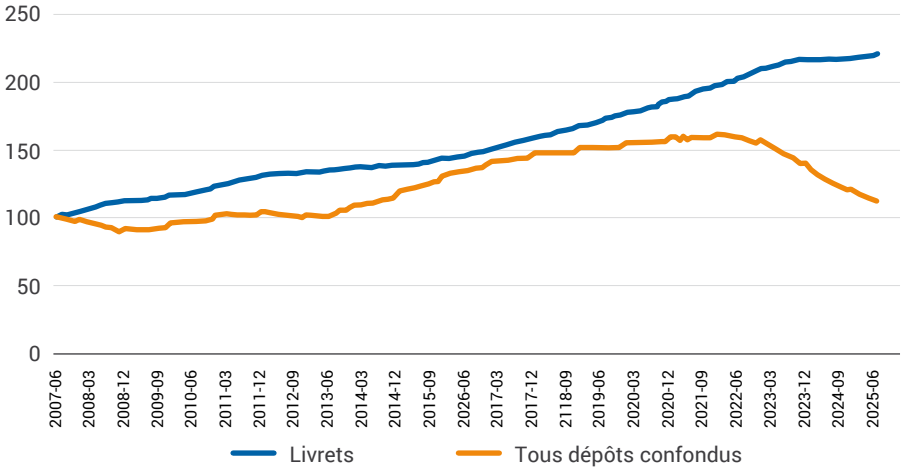
Par analogie, la capacité d'épargne des ménages s'en trouve amoindrie. En un an, les encours sur les livrets (+1,6 %) ainsi que les dépôts (+1 %), à vue comme à terme, sont quasiment à l'équilibre. Si les Costarmoricains continuent d'épargner pour le moment, le niveau des encours pourrait baisser si jamais l'inflation venait à perdurer.

Figure 9 – Évolution, en glissement annuel, de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee

Figure 10 – Évolution des principaux encours en crédits et placements liés à l'habitat en Côtes-d'Armor sur une base 100



Source : Banque de France - Traitement : Adeupa



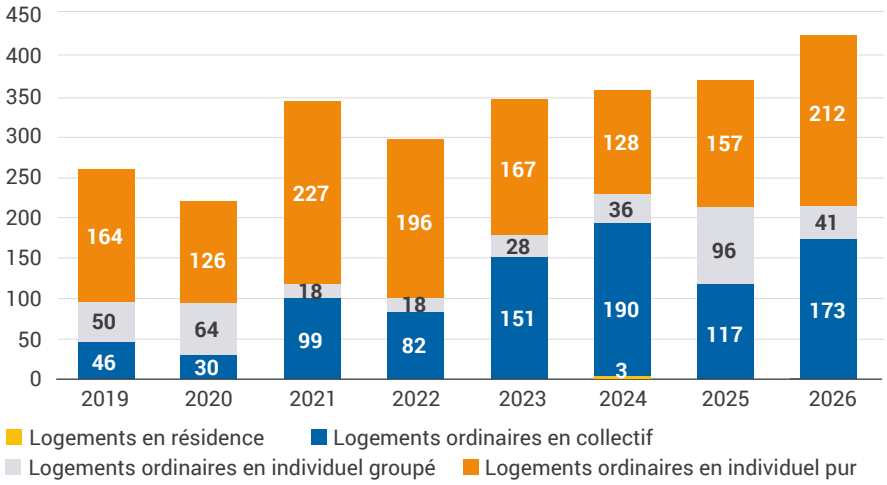
Forte hausse des autorisations de logements début 2026

Avec 426 autorisations sur les six premiers mois de l'année dans Lannion-Trégor Communauté, le volume des autorisations de logements est en croissance de 15 % sur un an et atteint un volume record. Ce résultat s'inscrit par ailleurs dans une croissance régulière du nombre d'autorisations constatée depuis la sortie de la crise sanitaire.

Les dynamiques sont de nouveau portées par les logements individuels purs avec 212 autorisations, ce qui correspond à une croissance de 35 % comparativement à la même période un an plus tôt. Les logements collectifs, avec 173 permis, connaissent également une progression importante au cours de l'année (+48 %). Inversement, les autorisations de logements individuels groupés se replient fortement entre les premiers semestres 2025 et 2026. Avec 41 autorisations, ce segment est en recul de 57 % sur un an.

Le programme immobilier neuf Keria, situé boulevard Pierre Mendès France à Lannion et porté par le promoteur Nexity (via sa filiale Nexity IR Programmes Bretagne), est le plus important du semestre. Il comptera 15 logements, du studio au 3 pièces. À l'initiative du même opérateur, le projet Les jardins de Kervilzic proposera un ensemble résidentiel à Perros-Guirec.

Figure 11 – Nombre de logements autorisés à Lannion-Trégor Communauté entre les premiers semestres 2019 et 2026



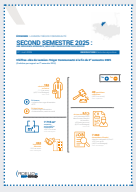
Source : SDES Sit@del - Traitement : Adeupa

L'intercommunalité est aujourd'hui dans la phase finale d'élaboration de son PLUI-H, prévue pour la fin d'année 2026. L'imminence de l'approbation d'un PLUI peut inciter les promoteurs, bailleurs sociaux et particuliers à hâter quelque peu le dépôt et l'obtention de permis de construire avant l'entrée en vigueur de nouvelles règles d'urbanisme. Dans le même temps, la collectivité et Terres d'Armor Habitat se sont engagées dans un contrat d'habitat public (CHP), à travers un partenariat stratégique visant la construction de 400 logements sociaux d'ici 2030, soit environ 80 logements par an sur le territoire du Trégor.

Ces derniers constituent un véritable levier de soutien à la filière du BTP, mise en difficulté par un contexte économique peu porteur depuis plusieurs mois. Par ailleurs, les dynamiques observées sont d'autant plus intéressantes à souligner que la période est peu favorable à l'investissement immobilier, en raison de taux d'emprunt encore défavorables et d'un contexte limitant la visibilité des acteurs économiques.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 2d semestre 2025



Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au 1er semestre 2026



Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 1er semestre 2026

Et ailleurs

- Fonds monétaire international - octobre 2026 : https://www.imf.org/fr/publications/weo/issues/2026/10/13/world-economic-outlook-october-2026
- Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** François Le Pellec
Cartographie : Julien Florant | **Relecture :** Magali Can | **Mise en page :** Cubik communication
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : Novembre 2026
ISSN : 2425-9608 | Réf : 26-168 | Site web : www.adeupa-brest.fr

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE